

Littératie, ruralité et développement : *analyse des besoins*

- Rapport de recherche -

Université du Québec à Rimouski

CÉR-113-868



LE LIMIER

Littératie Illustrée : Intervention en Éducation et Recherche



Sébastien Ouellet, Ph. D.

3 juin 2021

Littératie, ruralité et développement : analyse des besoins

Table des matières

Résumé	3
1. Contexte et problématique	4
1.1 La dévitalisation des milieux ruraux	4
1.2 Les faibles compétences en littératie	5
1.3 L'accès à la culture	6
2. Concepts de référence	7
2.1 La ruralité	7
2.1.1 La nouvelle ruralité	8
2.2 La littératie communautaire	9
2.3 Le capital culturel	11
3. Méthodologie	13
3.1 Un cas représentatif : la MRC de L'Islet	13
3.1.1 L'échantillon	13
3.1.2. La collecte et l'analyse des données	14
4. Résultats	15
4.1 Sélection du territoire et du projet	15
4.2. Les indicateurs multisectoriels	16
A) L'Indice de vitalité économique	17
B) L'indice de défavorisation matérielle et sociale	18
C) Le niveau de scolarité de la population	21
D) Le niveau de littératie des adultes	21
E) L'accès à la culture	23
4.3. Les réponses aux entretiens	25
4.4. Pistes de réflexion et d'action	26
5. Discussion et pistes d'action	28
Conclusion	35
Annexe I	36
Annexe II	38
Bibliographie	39

Résumé

La vision de l'UNESCO concernant la culture et l'éducationⁱ (UNESCO, 1990, 2005) souligne l'importance d'un enjeu vécu dans plusieurs régions du Québec et du Canada, caractérisées par un indice de dévitalisation élevé, qui font face à un défi important en matière de littératie et de développement culturel (Nicholls, 2005 ; Statistique Canada, 2012). Cet enjeu est lié à la survie même de ces petites communautés. Or, la mise à profit de la littératie et un bon accès à la culture offrent des possibilités qui paraissaient inaccessibles aux milieux ruraux, notamment en raison de leur éloignement avec les grands centres urbains où se trouvent davantage d'institutions d'enseignement ou à vocation culturelle (Saire, 2016).

Nous présentons le cas d'une recherche fondée sur l'analyse des besoins locaux et qui met en évidence le rôle que peuvent jouer l'éducation et la culture dans le développement des individus et des collectivités. Pour ce faire, nous avons sélectionné un territoire rural considéré comme dévitalisé (ISQ, 2021a). La mise en commun des indicateurs multisectoriels et de résultats d'entretiens nous a permis de proposer des pistes de réflexion et d'action afin de mieux comprendre le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé.

1. Contexte et problématique

Penser à l'éducation en fonction de l'adulte de demain conduit inévitablement à réfléchir aux conditions sociales et culturelles dans lesquelles évoluent les individus, notamment ceux des régions dites éloignées qui doivent néanmoins composer avec un environnement qui demande des compétences en lecture et en écriture. Ceci est particulièrement vrai dans un contexte où l'information est omniprésente et l'utilisation des connaissances est assurément déterminante au regard de l'épanouissement individuel et collectif. En ce sens, plusieurs communautés rurales du Québec (Canada) font face à des défis qui se rapportent directement à la littératie, soit la « capacité d'une personne, d'un milieu et d'une communauté à comprendre et à communiquer de l'information par le langage sur différents supports pour participer activement à la société » (Lacelle, Lafontaine, Moreau & Laroui, 2016). Ainsi, notre recherche met l'accent sur des enjeux fondamentaux pour le développement de la littératie chez les individus qui composent ces collectivités.

1.1 La dévitalisation des milieux ruraux

Comme le soulignent Gelineau, Pagès, Desgagné, Gaudreau, Fréchette & Morency-Carrier (2018), « La pauvreté et les problèmes sociaux ne sont pas qu'une question urbaine logée au pied des barres d'immeuble ou dans les quartiers dégradés de nos métropoles, ils sont aussi une question rurale logée au cœur des rangs, hameaux et villages. » (p. 2). Or, la dévitalisation des milieux ruraux est un phénomène socioéconomique bien connu des gens provenant de régions éloignées des centres urbains :

[elle] prend souvent la forme d'une spirale régressive : la fermeture de la principale entreprise locale ou le déclin du secteur économique dominant (la mine, la forêt, la pêche) provoque une chute de l'emploi; celle-ci amène la migration des populations actives ; le déficit démographique occasionne la disparition ou la désorganisation des services qui, à leur tour, renforcent la tentation de partir chez ceux et celles qui étaient restés. Le village cesse de se développer, il stagne, on trouve moins d'initiatives, son tissu social et sa structure économique s'effritent, puis il se dépeuple inexorablement. (Vézina, Blais & Michaud, 2003, p. 4)

Duxbury & Campbell (2011) le montrent bien, partout dans le monde les régions rurales vivent une transition importante, notamment en raison de leur dépeuplement et du vieillissement de leur population. Face à ces défis, des régions sont appelées à développer un nouvel esprit de

diversification, de coopération et d'innovation (p.111-112). La situation problématique dont il est question affecte également l'accès à la culture dans les régions dites dévitalisées dans lesquelles on retrouve peu ou pas du tout d'institution à caractère culturel.

1.2 Les faibles compétences en littératie

La notion de littératie tend à englober plusieurs compétences qui incluent « [...] l'usage de la langue orale ou écrite, de textes littéraires, de textes numériques, de textes scientifiques, de textes financiers, de textes scolaires, etc. » (Moreau, Hébert, Lépine & Ruel, 2013). On peut considérer que la culture fait partie de la littératie puisque celle-ci est constituée de toutes les compétences requises pour bien fonctionner en société (Hébert & Lafontaine, 2010, p. 86). Ainsi, on constate que la littératie ne se limite plus à la capacité de lire et englobe maintenant des habiletés nécessaires tout au long de la vie afin d'atteindre des objectifs personnels et sociétaux (Berger & Desrochers, 2011).

Le problème de la littératie comporte donc des dimensions individuelle et collective, tant sur le plan de la santé que sur le plan économique (Statistique Canada, 2016b). En effet, pour Hébert & Lafontaine (2010), « le niveau de compétence en littératie figure parmi les principaux facteurs pouvant expliquer la réussite scolaire des élèves du primaire et du secondaire, tout comme la qualité de vie des adultes qu'ils deviendront. En effet, le manque d'habileté en littératie réduirait non seulement le niveau de santé des adultes, mais également leurs opportunités d'emploi, d'engagement social [...] » (CCA, 2007, p. 86, cité par Hébert & Lafontaine, 2010, p. 3). En effet, les personnes dont le taux de littératie est faible sont plus à risque de souffrir de problèmes de santé, d'être victimes d'accidents de travail, de toucher de plus faibles revenus ou encore d'être au chômage (Langlois, 2012).

Le faible niveau de scolarité est un autre facteur qui est déterminant dans le développement des individus et dans leur participation à l'épanouissement collectif : « À l'opposé des adultes présentant un niveau de compétence élevé, ceux qui présentent de faibles compétences «risquent de se voir piégés dans une situation où ils ne peuvent que rarement bénéficier de formation, et où leurs compétences restent médiocres ou se détériorent avec le temps, ce qui les empêche encore davantage de participer à des activités d'apprentissage » (OCDE, 2013, p. 36, dans Desrosiers, Nanhou, Ducharme, Cloutier-Villeneuve, Gauthier & Labrie, 2015, p. 145). Or, l'enquête menée par le Programme

pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA, 2012)ⁱⁱ montre justement que près de la moitié des Québécois (48.8%) qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires éprouvent de grandes difficultés en littératie (niveau 1) et que 36,8% sont de niveau 2, les niveaux 1 et 2 étant les plus faibles. À l'inverse, les compétences en littératie sont de plus en plus grandes à mesure que le niveau de scolarité augmente (Desrosiers & al., 2015, p. 81). De même, l'enquête révèle que l'âge et le niveau de scolarité des parents favorisent également les compétences en littératie. La recherche a démontré que les niveaux de littératie plus faibles sont associés à une plus grande probabilité de faible revenu et à des facteurs de dévitalisation (PRECA, 2016; Statistique Canada, 2012, 2016).

1.3 L'accès à la culture

Bon nombre de recherches montrent les liens entre la proximité des espaces et des ressources avec les pratiques culturelles de la population (Dick, Jeanotte & Hill, 2019; Saire, 2016) et la « reproduction des héritiers » témoignant des pratiques culturelles transmises d'une génération à l'autre (Albright et Luke, 2008; Bourdieu, Passeron, 1964, 1970; De Varennes, 2017; Grenfell, 2009). Les parents sont des vecteurs de cette transmission, notamment en ce qui a trait aux pratiques culturelles et à l'utilisation des infrastructures. Pour Bernier,

Une infrastructure culturelle est un bâtiment, [...] un lieu physique qui a une longue durée de vie utile, dont la création comporte une période de gestation importante, qui n'a pas de substitut pertinent à court et à moyen terme, qui est doté de moyens matériels spécialisés, qui est majoritairement dédié à la réalisation d'une fonction culturelle de création, de production, de diffusion/distribution, de formation ou de conservation et qui joue un rôle spécial de soutien à d'autres facteurs de production dans les domaines culturels [...] (2010, p. 9-10)

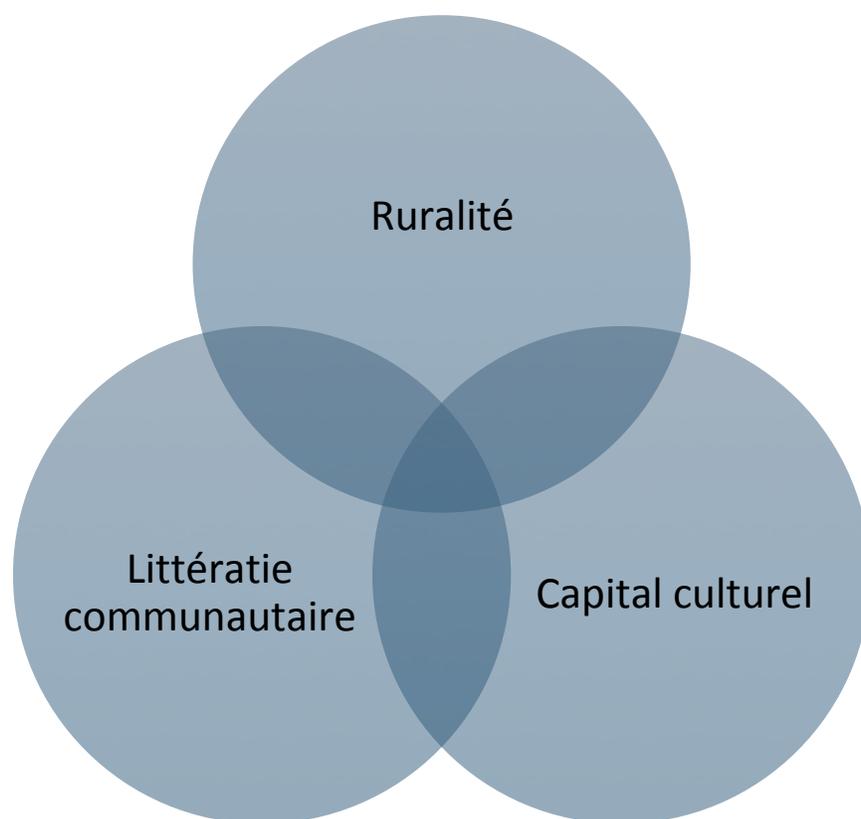
Davantage qu'un lieu physique, les infrastructures jouent un rôle de levier important de la culture (Statistique Canada, 2011a, 2011b) et même comme un indicateur du niveau de culture d'une collectivité (Détrez, 2005). Or, on peut se demander quelles sont les effets de la présence ou de l'absence d'établissement culturels structurants dans l'accès à la culture des communautés rurales.

En considérant ces dimensions caractérisant le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé, nous avons été en mesure de formuler une question de recherche à laquelle sont associés des objectifs précis : 1- Quelles sont les caractéristiques d'un milieu rural dévitalisé en matière de littératie et d'accès à la culture? 2- Comment peut-on modéliser ce phénomène afin de mieux le comprendre? 3- Quelles interventions sont pertinentes dans un tel contexte?

2. Concepts de référence

La problématique à l'origine de cette étude permet de dégager trois déterminants de la littératie en milieu rural dévitalisé : 1- la ruralité; 2- la littératie communautaire; 3- le capital culturel (figure 1). Ces trois dimensions fondamentales de la recherche constituent un cadre de référence pour notre démarche. D'abord, le point de départ de notre recherche est la ruralité, notion associée au contexte qui a une influence importante sur les autres phénomènes : la littératie communautaire et le capital culturel.

Figure 1 : Déterminants de la littératie en milieu rural dévitalisé



2.1. La ruralité

D'abord, on associe généralement la ruralité à la démographie : sont reconnues comme rurales les localités de 3000 habitants et moins (Dugas, 2017). Toutefois, définir la ruralité n'est peut-être pas aussi simple : il apparaît important de tenir compte de l'aménagement du territoire (Domon, 2017, Rieutort, 2012), mais aussi de l'aspect social et identitaire. Dès les années 1990, Bruno Jean (1997) proposait une définition qui associe justement la ruralité à « une forme territoriale de vie sociale

[...] ; un rapport spécifique à la localité [...] ; un esprit communautaire original » (p. 28). Dans cet ordre d'idées, la vision qui guide notre démarche est assurément celle du développement durable (*sustainable development*) (Duxbury & Jeannotte, 2011).

2.1.1. La nouvelle ruralité

Au cours des dernières années, l'opposition classique urbanité/ruralité s'est complexifiée et est devenue porteuse d'une reconfiguration « sociospatiale » (Jean, 2012, p. 103) ou « socioterritoriale » (Guimond., Simard & Gilbert, 2020, p. 41). Rieutort (2012) parle de cette mutation de la ruralité comme d'une « rurbanisation » :

Les « ruraux » adoptent les mêmes modes de vie, les mêmes mobilités et représentations que les citadins tandis que les catégories socioprofessionnelles se diversifient conduisant à la marginalisation des agriculteurs ; désormais le rural n'est plus l'agricole et l'on passe d'une société d'interconnaissance à un système plus ouvert et plus éclaté (dissociation des lieux de résidence et d'emploi, résidences alternantes). (p. 3)

De plus en plus, ville et campagne sont des milieux complémentaires et interdépendants, notamment en raison de la multiplicité des lieux de résidence et d'appartenance (Rieutort, 2012). D'une part, de nouveaux ruraux s'établissent en campagne et côtoient des citoyens déjà établis, certains depuis plusieurs générations. D'autre part, cette cohabitation « engendre aussi de nouvelles alliances construites autour d'intérêts et de projets communs [...] [qui] obligent à revoir les façons de penser et de faire. Ils incitent à s'interroger sur le devenir de l'espace rural et à renforcer, dans une certaine mesure, la réflexion actuelle et prospective à son égard. (Guimond., & al., 2020, p. 41)

Or, dans ce nouvel écosystème rural, les dimensions éducative et culturelle jouent un rôle important : « La valorisation de la culture est souvent au cœur des activités qui participent à la renaissance rurale tout en contribuant à la diversification économique de ces milieux » (Jean, Dionne, Desrosiers, 2009, p. 61). En effet, plusieurs études de cas montrent que le contexte communautaire et l'activité culturelle est un élément fondamental des nouvelles collectivités rurales et du renouveau communautaire (Duxbury & Campbell, 2011). C'est pourquoi, dans notre étude, la littératie et l'accès à la culture apparaissent comme étant les pivots de cette nouvelle ruralité. De plus, cette orientation met en relief l'importance des tiers comme lieu d'émancipation (Guimond. & al., 2020, p. 41), ces lieux qui sont définis en grande partie par « la réalité cachée des populations oubliée de la campagne » (Philo, 1992, cité par Guimond & al., 2020, p. 41).

2.2. La littératie communautaire

La littératie se définit comme étant « [...] l'ensemble des activités humaines qui impliquent l'usage de l'écriture, en réception et en production [...] au service de pratiques, qu'elles soient techniques, cognitives, sociales ou culturelles. » (Jaffré, 2004, dans Hébert et Lafontaine, 2010, p. 3-4). En plus de la connaissance de la langue (vocabulaire, syntaxe, ponctuation, structures de texte), la notion de littératie tend à englober plusieurs compétences qui incluent « [...] l'usage de la langue orale ou écrite, de textes littéraires, de textes numériques, de textes scientifiques, de textes financiers, de textes scolaires, etc. » (Moreau, Hébert, Lépine & Ruel, 2013). Selon le Conseil supérieur de l'éducation du Québec (2013), ce concept a été redéfini pour mieux cerner les compétences réelles des adultes, autrement qu'à partir de la scolarité ou d'une autodéclaration de compétences, facilitant ainsi des comparaisons entre des régions et des pays :

[...] les compétences en lecture sont comprises dorénavant dans un continuum de compétences, d'un niveau faible à un niveau élevé : « [...] on a donc cherché à donner une mesure plus directe des compétences individuelles avec des tâches de lecture plus ou moins complexes, à l'aide de documents de la vie de tous les jours, afin d'obtenir des résultats qui traduisent des niveaux de compétence » (p. 7).

Ces compétences forment un continuum allant du niveau 1, correspondant à de grandes difficultés à lire et à écrire, au niveau 5 correspondant à un lecteur capable d'effectuer une lecture complexe (Desrosiers & al., 2015).

Tableau 1 : Les niveaux de littératie

Niveau 0	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
Connaître le vocabulaire de base.	Comprendre des textes courts présentant une seule information.	Faire le lien entre le texte et l'information, dans un texte avec deux informations ou plus.	Lire des textes denses ou longs nécessitant d'interpréter et de donner du sens aux informations.	Évaluer des textes longs et complexes exigeant des connaissances préalables.	Savoir intégrer, évaluer, synthétiser plusieurs textes et leurs subtilités. Nécessite des connaissances préalables spécialisées et la compréhension de la logique et des concepts.

Source : Fondation Lire pour réussir (2021) : <https://lire-reussir.org/la-litteratie/>

Ces compétences sont développées à l'école et en dehors de l'école, en particulier lorsqu'il s'agit de littératie numérique ou médiatique (Lebrun, Lacelle & Boutin, 2012). Pour Langlois (2012), les bienfaits d'un taux élevé de littératie dans une population sont nombreux : 1) Les individus participent plus activement à la prospérité économique. 2) Les individus sont plus informés et instruits, ce qui joue un rôle de premier plan dans le bon fonctionnement de la démocratie. 3) Les individus et la population jouissent de niveaux de bien-être et de santé plus élevés. En effet, les personnes dont le taux de littératie est faible sont plus à risque de souffrir de problèmes de santé, d'être victimes d'accidents de travail, de toucher de plus faibles revenus ou encore d'être au chômage.

Pour les besoins de la présente recherche, nous nous référons à l'enquête internationale du PEICA (OCDE, 2012; Desrosiers & al., 2015), précisément la partie accordée au Canada et au Québec, qui trace un portrait complet des compétences des adultes dans trois domaines : en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Dans cette enquête, la littératie est considérée comme un tout « mesuré à l'aide d'une seule échelle, qui englobe non seulement la lecture de textes suivis et de textes schématiques, mais aussi celle de textes numériques (par exemple, des pages de sites Web, des pages de résultats générées depuis des moteurs de recherche, etc.) et de textes au format mixte » (Desrosiers & al., 2015, p. 41). Cette caractéristique fait une grande place à la littératie médiatique et comporte une dimension bien concrète au regard du rôle que peut jouer le numérique dans le développement des individus et des collectivités, notamment dans les milieux dévitalisés, par la pratique de la lecture, de l'écriture et de la communication orale.

Un enjeu économique est aussi étroitement relié au développement de la littératie. D'une part, concernant les individus, le revenu médian du ménage chez les personnes classées dans la catégorie inférieure des compétences en littératie était de 49 700 \$, en comparaison de 84 600 \$ pour les personnes classées dans les deux catégories supérieures (niveau 4 et niveau 5) (Statistique Canada, 2016).

2.3. Le capital culturel

La littératie est une notion qui est au centre du développement culturel, car ces deux éléments sont liés et leur complémentarité est nécessaire (Dumais, 2011; Grenfell, 2009). En ce sens, dans sa définition de la culture, Edgar Morin (1995) la présente comme un phénomène qui « fournit des points d'appui et d'incarnation pratiques à la vie imaginaire, des points d'issue et de cristallisation imaginaire à la vie pratique » (p. 677). Ainsi, le lien unissant culture et éducation est assurément très fort.

La notion de capital culturel, issue des travaux en sociologie (Bourdieu, 1979, 1996; Bourdieu & Passeron, 1964, 1970) désigne donc ces points d'appui comme un ensemble de ressources dont un individu dispose (Détrez, 2005, Serre, 2012). Cette notion met de l'avant les trois dimensions qui définissent le capital culturel : 1- Le capital incorporé, exprimé à travers les valeurs et les pratiques (Habitus) d'un individu. 2- Le capital institutionnel, concrétisé à travers les niveaux d'étude et les reconnaissances scolaires tels les diplômes. 3- Le capital objectivé représenté par les objets culturels et les lieux de médiation qui permettent à la culture de prendre forme. Notre étude est davantage orientée vers la dimension du capital objectivé puisque les lieux de culture constituent sont en lien direct avec la vie pratique réelle. En effet, une enquête menée dans plusieurs communautés rurales montre comment le capital culturel est devenu une condition d'accès à la scène politique municipale et a permis à une petite culture en plein essor, du fait de l'évolution du marché de l'emploi local, de se notabiliser et de conquérir les postes de pouvoir municipaux (Bruneau & Renahy, 2012, dans Serre, 2012, p. 7).

Dans le même ordre d'idées, Fernand Dumont (1968) met l'accent sur la dimension sociale de l'objet culturel et de sa médiation. En ce sens, le rôle que peut jouer une infrastructure culturelle dans le développement durable des communautés (Kangas, Duxbury & De Beukelaer, 2018) est fondamental dans la mesure où des individus sont appelés à réaliser et à transmettre des objets culturels pour se définir (Dumont, 1968). Or, plusieurs études confirment que « l'infrastructure physique n'est pas un produit de la culture en soi, mais plutôt un soutien à la culture » (Bernier & Marcotte, 2010; Statistique Canada, 2011). Cela va dans le sens de la vision de l'Unesco qui établit l'infrastructure culturelle comme un vecteur important de l'accès à la culture. C'est pourquoi nous avons défini l'infrastructure culturelle comme un lieu physique ayant une assez longue durée de vie et pivotant

différents services : chaînes de courriels, bases de données, de capacités organisationnelles et généralement appuyées par des technologies de l'information et misant sur le numérique (Bernier et Marcotte, 2010). La définition proposée par Statistique Canada est encore plus précise : L'infrastructure physique comprend les structures bâties, les emplacements et les locaux qui hébergent les studios d'enregistrement, les salles de spectacle, les salles de répétition, les studios de cinéma, les laboratoires de conservation, les studios, les salles d'exposition, les entrepôts et d'autres installations de production et de formation [...] (Statistique Canada, 2011b)

En somme, l'infrastructure culturelle apparaît comme un objet au sens large, une force motrice de développement personnel, social, économique et culturel. À ce propos, Durbuy & Jeannotte (2011) font une synthèse des recherches qui portent précisément sur le rôle des espaces culturels :

[...] les communautés sont des lieux socialement et culturellement construits, incarnées et reflétées dans leurs formes et leurs espaces physiques [...]. Les processus artistiques jouent un rôle important dans la transition de la société vers une base plus durable : ils peuvent créer de nouveaux espaces de dialogue; permettre de nouvelles façons de penser, de communiquer et de développer des compétences [...] et catalyser des changements de conscience sociétale, augmentant à la fois la conscience et la connaissance – contribuant collectivement à la transformation des individus et des communautés au fil du temps. Les lieux physiques dans lesquels ces processus peuvent être encouragés figurent également en bonne place [...]; [des] « espaces créatifs » dans lesquels on peut découvrir et développer son potentiel créatif et ses capacités de citoyenneté culturelle; des espaces où les gens « s'ouvrent à l'émergence de nouvelles idées » (Worts, 2006).; des espaces qui favorisent les échanges sociaux à travers des activités artistiques inclusives. L'accent est mis sur la répartition géographique de ces centres et équipements culturels [...] (traduction., p. 6)

Nous retenons que ces infrastructures se définissent généralement comme des lieux structurants qui favorisent l'accès à la culture. La présence « physique » de l'infrastructure la rend donc essentielle, et son absence est visible : elle n'existe pas.

3. Méthodologie

La démarche de Jones (2004) nous montre la réalisation d'un portrait de la situation éducative et culturelle et semble incontournable pour mieux comprendre le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé.

3.1 Un cas représentatif : la MRC de L'Islet

Au moyen de l'étude de cas (Anadón, 2006; Karsenti & Demers, 2011; Yin, 2003), notre étude vise à mieux comprendre un phénomène à partir d'un cas représentatif. Pour ce faire, des données essentiellement quantitatives contenues dans les différents rapports d'institutions publiques sont déjà connues et accessibles. De nouvelles données qualitatives sont mises à profit dans l'élaboration de la présente démarche.

3.1.1. L'échantillon

La population impliquée dans ce projet est d'abord celle habitant la MRC de L'Islet. Notre analyse porte toutefois sur des aspects précis, ce qui signifie d'impliquer différents intervenants responsables de l'ensemble d'un territoire (MRC, CISSS, CSS). Ces participants sont des professionnels, enseignants, conseillers pédagogiques, intervenants, etc., ou des non professionnels comme des parents, qui doivent jouer un rôle important dans le parcours des enfants (tableau 2). Précisons qu'un équilibre doit être maintenu concernant certaines caractéristiques des participants : la provenance, l'âge, l'expérience et le genre. Considérant la prédominance du genre féminin dans certaines institutions scolaires, il est difficile d'atteindre la parité. Néanmoins, le genre masculin constitue environ 30% des participants que nous avons ciblés. La répartition géographique est également un élément important de l'échantillonnage.

Tableau 2 : Participants ciblés (entretiens)

Institutions publiques	Écoles	Parents	CPE/Organismes communautaires
Municipalité régionale de comté (MRC)	Direction	Ayant des enfants au primaire et au secondaire	Éducatrices
Centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS)	Enseignants du primaire et du secondaire		Intervenantes communautaires
Commission scolaire - Conseillers pédagogiques - Spécialistes	Spécialistes		Animation culturelle

3.1.2. La collecte et l'analyse des données

La collecte de nouvelles données qualitatives consiste d'abord à rassembler des indicateurs de tous les domaines dans le but d'établir des relations et modéliser le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé, et ce, en précisant quels sont les facteurs déterminants dans l'analyse de la situation problématique. Ensuite, afin d'approfondir notre compréhension du phénomène, il s'agit de procéder à des entretiens individuels semi-dirigés avec des acteurs locaux (organismes de développement économique, hôpitaux), des enseignants des écoles primaires et secondaires, des membres de la direction d'écoles, ainsi qu'avec des conseillers pédagogiques de la commission scolaire, des spécialistes (ex. : orthopédagogues), des intervenants communautaires locaux liés à l'éducation populaire et des animateurs culturels. Les participants devront décrire oralement les situations vécues auprès des élèves et de la population en général à partir de questions tirées directement de la problématique, du cadre conceptuel et des données quantitatives disponibles. Les réponses seront transcrites puis analysées au moyen d'un codage thématique qui permettra la formulation de synthèses (Paillé & Muchielli, 2009). En tenant compte des effectifs présents sur le terrain, nous avons identifié de 20 à 25 participants potentiels pour le territoire d'une MRC.

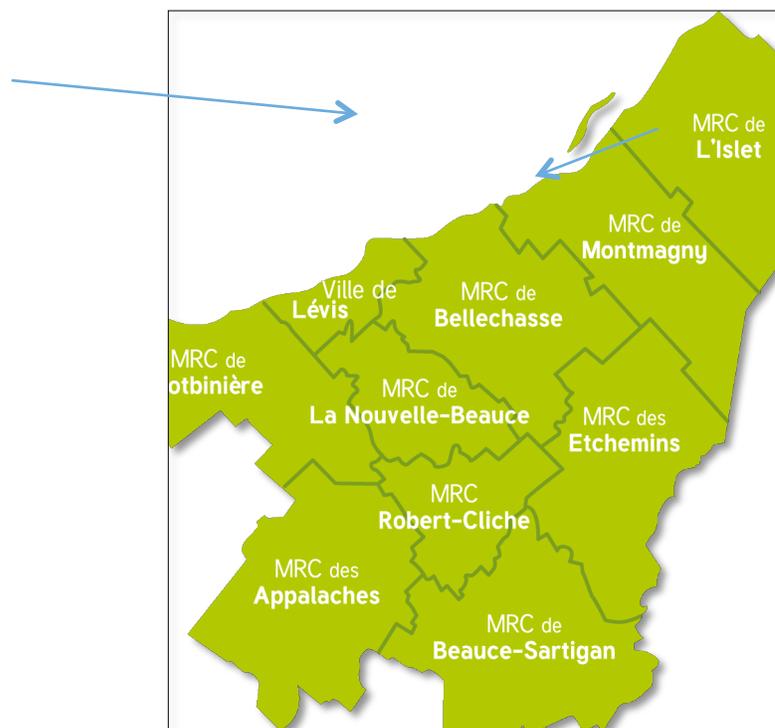
4. Résultats

Une importante recension des écrits a été effectuée, et ce, dans plusieurs champs qui ne sont pas naturellement reliés entre eux dans la recherche en éducation. Précisément, la mise en commun des données quantitatives et qualitatives disponibles dans différents rapports, la prise en compte des besoins locaux exprimés par les participants aux entretiens ont permis de proposer un portrait éducatif et culturel de la MRC de L'Islet.

4.1 Sélection du territoire et du projet

Située dans la région Chaudière-Appalaches, la municipalité régionale de comté (MRC) de L'Islet est située sur la Rive-Sud du fleuve Saint-Laurent à l'est de la ville de Québec. Sa superficie est de 2099 km² et sa population était de 17673 en 2021. Le taux de taux de travailleurs de 25-64 ans est de 77,6% (2019) et le revenu disponible par habitant est de 27028\$ (ISQ, 2021, Statistique Canada 2017a, 2017b).

Fleuve Saint-Laurent



Source : Institut de la statistique du Québec. Région administrative 12 - Chaudière-Appalaches (https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil12/societe/culture/nbr_organisme12.htm).

Par exemple, concernant la démographie, si on considère la population totale de la MRC de L'Islet depuis 2006, on remarque une tendance à la baisse : entre 2006 et 2016, la population de la MRC de L'Islet est passée de 18902 à 17798 personnes (-5,8%) (ISQ, 2018a). En 2021, la population du territoire est de 17673 personnes (ISQ, 2021).

Tableau 3 : Variation de la population dans la MRC de L'Islet (2006-2021)

2006	18 902
2011	18 517
2016	17 798
2021	17 673

Concernant le défi du vieillissement de la population, en 2016, l'âge médian de la MRC de L'Islet était de 52,1 ans, (Statistique Canada, 2017b), de 44,5 ans pour la région Chaudière-Appalaches et de 42,4 ans pour l'ensemble du Québec (ISQ, 2020). Les enjeux identifiés plus haut touchent particulièrement ce territoire qui est confronté à plusieurs défis à la démographie, à la littératie et à la scolarité, surtout si on les compare à l'ensemble du Québec ou par rapport à la région Chaudière-Appalaches.

4.2. Les indicateurs multisectoriels

La problématique à l'origine de cette démarche comporte des dimensions propres à des domaines variés : éducation, culture, santé, développement régional, ruralité et développement social. C'est pourquoi l'enjeu au centre de notre démarche se veut complexe et il apparaît souhaitable que l'analyse de la situation tienne compte de tous les facteurs qui y sont associés. Pour ce faire, nous avons choisi de tenir compte d'indicateurs multisectoriels qui témoignent du contexte socioéconomique dans lequel se développe la littératie en milieu rural dévitalisé. Ces indicateurs sont eux-mêmes composés de différents indices et sont utilisés pour intervenir dans différents domaines. Pour la présente recherche, nous avons choisi de les utiliser à la fois pour sélectionner le cas représentatif et pour la sélection des participants, eux-mêmes issus de différents champs d'expertise. Finalement, les indicateurs multisectoriels ont servi lors de la formulation des questions d'entretiens.

A) L'indice de vitalité économique

Depuis 2002 jusqu'à 2018, l'Institut de la Statistique du Québec a conçu un indice de vitalité économique pour mieux connaître et mesurer l'état de santé de chaque territoire (MRC) et de chaque municipalité de la province :

L'indice de vitalité économique des territoires représente la moyenne géométrique des variables normalisées de trois indicateurs, à savoir le taux de travailleurs, le revenu total médian des particuliers et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans. Ces indicateurs représentent chacun une dimension essentielle de la vitalité, soit respectivement le marché du travail, le niveau de vie et la dynamique démographique. (ISQ, 2021)

Ces différents facteurs servent d'abord à classer l'ensemble des territoires du Québec. Ainsi, des MRC ayant l'indice de vitalité le plus élevé se situent à +24,3 alors que les MRC dites dévitalisées affichent un taux négatif qui peut aller jusqu'à -21,2. La MRC de L'Islet affichait un taux négatif, soit un indice de vitalité de -4,25 et apparaît au 73^e rang sur 104 MRC (ISQ, 2021). Dans le territoire, des municipalités ont également un indice de vitalité allant de -10,24 à 3 (tableau 4) :

Tableau 4: indice de vitalité économique dans la MRC de L'Islet (2018)

Saint-Aubert	3	Saint-Pamphile	-3,27
Saint-Jean-Port-Joli	1,76	Sainte-Perpétue	-4,25
L'Islet	1,15	Saint-Damase	-5,28
Saint-Roch-des-Aulnaies	0,62	Sainte-Félicité	-5,31
Sainte-Louise	0,56	Saint-Cyrille	-5,42
		Saint-Adalbert	-8,43
		Saint-Omer	-9,31
		Saint-Marcel	-10,12
		Tourville	-10,24

Source : ISQ, 2021, <https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-de-vitalite-economique-des-territoires>

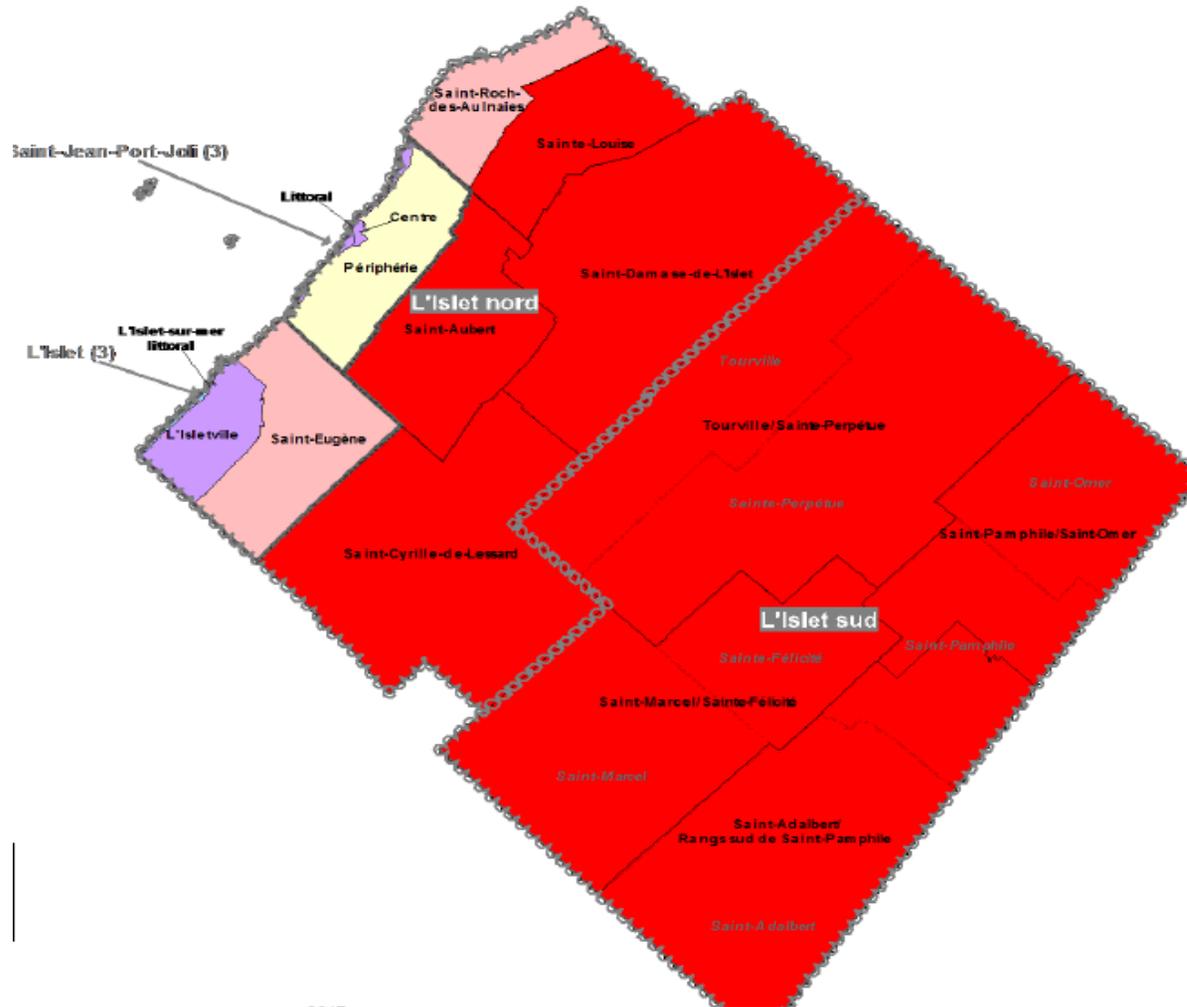
Une tendance apparaît clairement : les municipalités les plus dévitalisées sont toutes situées dans la portion nord de la MRC. En effet, celles qui affichent un indice de vitalité positif sont les localités qui bordent le fleuve Saint-Laurent ou qui en sont le plus près.

B) L'indice de défavorisation matérielle et sociale

Soucieuse de dresser un portrait nécessaire entre autres au développement social (Simard, Benazera, Boyer & Charland, 2016), la santé publique a mis sur pied un portrait des communautés locales de chaque région. Cette caractérisation des communautés dans le domaine de la santé et des services sociaux montre que plusieurs communautés locales de la MRC de L'Islet apparaissent à un niveau « élevé » ou « très élevé » par rapport aux autres communautés de la région Chaudière-Appalaches, notamment en ce qui concerne l'indice de défavorisation matérielle et sociale (tableau 4). Cet indice est lui-même constitué à partir de différentes composantes matérielles et sociales telles que définies par Statistique Canada (CISSSCA, 2017, p. 20-43) :

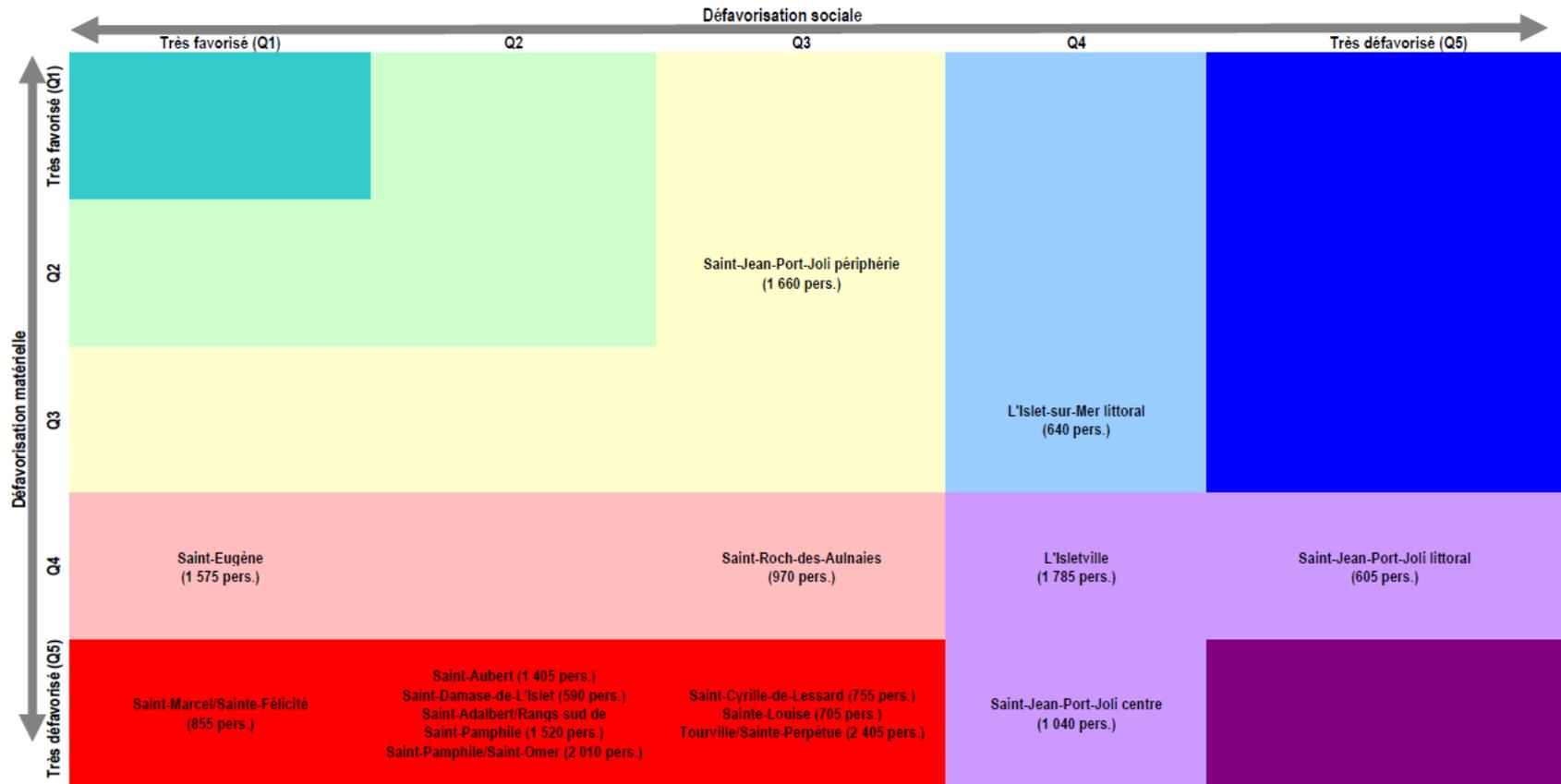
- Inoccupation : pourcentage de la population totale âgée de 15 ans et plus non occupée, c'est-à-dire (a) ne faisant pas un travail rémunéré pour un employeur ou à son propre compte ou (b) qui avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail à cause d'une maladie ou d'une incapacité, pour obligations personnelles ou familiales, pour des vacances ou à la suite d'un conflit de travail.
- Aucun certificat, diplôme ou grade : fait référence à l'absence de diplôme ou de qualification reconnue.
- Revenu personnel moyen des particuliers : désigne le montant en dollars obtenu en divisant le revenu total de tous les particuliers âgés de 15 ans et plus ayant déclaré un revenu par le nombre de particuliers ayant un revenu.
- Personnes vivant seules : désigne celles qui vivent dans un ménage privé sans personne apparentée ou personne non apparentée. La proportion est calculée parmi la population totale de 15 ans et plus.
- Personnes séparées, divorcées ou veuves : fait référence à l'état matrimonial de la personne selon la loi : [...] On entend par séparé(e) : une personne mariée, mais qui ne vit plus avec son conjoint ou sa conjointe (pour une raison autre que la maladie, le travail ou les études) et qui n'a pas obtenu de divorce. On entend par divorcé(e) : une personne qui a obtenu un divorce légal et qui ne s'est pas remariée. On entend par veuf ou veuve : une personne dont le conjoint ou la conjointe est décédé(e) et qui ne s'est pas remariée. La somme de ces trois catégories compose l'indicateur. La proportion est calculée parmi la population de 15 ans et plus.
- Familles monoparentales : Une famille de recensement composée de la situation suivante : un parent seul, peu importe son état matrimonial, demeurant avec au moins un enfant.

Figure 2 : Indice défavorisation matérielle et sociale, pour les 15 communautés locales du territoire de la MRC de L'Islet, en 2011 (lorsque comparées aux 236 communautés locales de la région de la Chaudière-Appalaches)



Source : Caractérisation des communautés locales de Chaudière-Appalaches 2016-2017 Recueil de données sociodémographiques, économiques et de l'indice de défavorisation matérielle et sociale – p. 38. (CISSCA, 2017).

Tableau 5 : Communautés locales du territoire de la MRC de L'Islet selon leur positionnement à l'indice de défavorisation matérielle et sociale, en 2011 (lorsque comparées aux 236 communautés locales de la région de la Chaudière-Appalaches)



Source : Caractérisation des communautés locales de Chaudière-Appalaches 2016-2017 Recueil de données sociodémographiques, économiques et de l'indice de défavorisation matérielle et sociale – p. 39. (CISSCA, 2017).

C) Le niveau de scolarité de la population

Le niveau de scolarité de la population joue un rôle fondamental dans le développement des petites collectivités auxquelles ils appartiennent. Par exemple, dans la MRC de L'Islet, une proportion importante de la population ne possède pas de diplôme, tandis que les personnes possédant un diplôme collégial ou universitaire sont sous-représentées (tableau 6). À l'inverse, le pourcentage des personnes possédant un certificat de type professionnel, un diplôme d'apprenti ou d'une école de métier est beaucoup plus élevé que celui de la région Chaudière-Appalaches et de l'ensemble du Québec.

Tableau 6 : Répartition de la population de 25 à 64 ans et le niveau de scolarité atteint (2016)

	MRC de L'Islet	Chaudière-Appalaches	Québec
Aucun certificat, diplôme ou grade	22,3%	15,3%	12,9%
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	19,2%	16,7%	18,2%
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métier	29,7%	24,0%	17,2%
Certificat ou diplôme d'un cégep, collège ou autre établissement non universitaire	17,7%	22,2%	20,9%
Certificat, diplôme ou grade universitaire (incluant inférieur au BAC)	9,4 %	21,8%	30,9%

Sources : Statistique Canada, 2017a, 2017b; ISQ, 2019a, 2019b

Le niveau de scolarité est toutefois un indicateur très précis : il porte uniquement sur le diplôme obtenu via les institutions scolaires et académiques. Un portrait complet nécessite de porter une attention particulière à la compétence réelle en littératie.

D) Le niveau de littératie des adultes

L'indicateur retenu est tiré du *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)* (annexe II). Produit par L'Institut de la statistique du Québec, le rapport sur le PEICA (Desrosiers & al., 2015) met l'accent sur la capacité des adultes âgés de 16 à 65 ans à se développer tant individuellement que socialement en misant sur leurs compétences : « [l'enquête] fournit des mesures comparables à l'échelle internationale sur trois compétences en traitement de

l'information, à savoir la littératie, la numératie et la résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Il permet aussi de comprendre comment les compétences sont utilisées au travail et dans la vie quotidienne. » (Desrosiers & al., 2015, p. 25). Selon cette enquête,

[L]e score moyen en littératie de la population québécoise de 16 à 65 ans est de 268,6 sur une échelle de 0 à 500 points. Ce score est inférieur à celui du Canada et de l'OCDE. Environ une personne sur cinq (19%) au Québec affiche un faible niveau de compétence (niveau inférieur ou égal au niveau 1) dans ce domaine. Ces personnes auraient des capacités très limitées à traiter l'information écrite. À l'opposé, environ une personne sur dix (11%) a des compétences élevées en littératie (niveau 4 ou 5). Ces personnes peuvent accomplir des tâches qui nécessitent l'intégration d'informations de plusieurs textes denses et complexes ainsi qu'un raisonnement par inférence.

Le secteur de L'Islet-Sud est particulièrement affecté par le phénomène problématique lié à la littératie (Montour, 2017) : toutes les municipalités sauf une affichent une moyenne de 70% et plus de personnes ayant un niveau 1 ou 2, soit les plus faibles en littératie (tableau 7).

Tableau 7 : Proportion d'adultes de 16 ans et plus dont la compréhension de textes suivis se situe au niveau 2 ou moins

MRC de L'Islet : Nord	Niveau 1 et 2 (%)	MRC de L'Islet : Sud	Niveau 1 et 2 (%)
L'Islet	63	Tourville	70
Saint-Jean-Port-Joli	61	Sainte-Perpétue	73
Saint-Roch-des-Aulnaies	53	Sainte-Félicité	72
Sainte-Louise	64	Saint-Marcel	73
Saint-Aubert	63	Saint-Adalbert	71
Saint-Cyrille	68	Saint-Pamphile	66
Saint-Damase	63	Saint-Omer	72

Ces données confirment le lien étroit entre les compétences en littératie et le niveau de scolarité :

[...] parmi l'ensemble des personnes sans diplôme d'études secondaires, environ la moitié (soit 49% en littératie et 54% en numératie) se situent aux niveaux les plus faibles de compétence (niveau inférieur ou égal au niveau 1), c'est-à-dire ont des capacités très limitées en matière de traitement de l'information écrite ou numérique. Cette proportion chute à environ 20% (21% en littératie et 23% en numératie) chez les personnes qui détiennent un DES, puis à près de 10% (9% en littératie et 11% en numératie) chez celles détenant un diplôme d'études postsecondaires de niveau inférieur au baccalauréat, et à environ 6% (5% en littératie et 7% en numératie) chez celles ayant un diplôme d'études postsecondaires de niveau égal ou supérieur au baccalauréat (Desrosiers & al., 2015, p. 82).

En somme, mêmes s'ils portent sur des réalités différentes, le niveau de scolarité et le niveau de littératie sont complémentaires pour dresser le portrait éducatif du territoire.

E) L'accès à la culture

Le rôle joué par la culture dans le développement des collectivités a été abordé dans différents pays et plusieurs cas ont été rassemblés par l'UNESCO depuis la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO, 2005). Par exemple, à partir d'indicateurs reconnus sur le plan international, il apparaît que « [p]our que la culture contribue davantage au développement et à la cohésion sociale, il conviendrait résoudre les problèmes persistants de qualité et de répartition des infrastructures culturelles [...] afin de favoriser la participation et l'accès aux activités culturelles » (UNESCO, 2021). L'observatoire de la Culture et des Communication du Québec va dans le même sens et identifie le nombre d'établissements de diffusion par 1 000 habitants comme étant l'un des 14 indicateurs prioritaires servant à mesurer l'accessibilité à la culture (OCCQ, 2007). Parmi ces indicateurs, on retrouve le ratio du nombre d'établissements par 1000 habitants, indicateur identifié comme une mesure fiable d'accès à la culture (OCCQ, 2007, P. 13). Par le biais de l'enquête menée par l'Institut de la Statistique du Québec et de la politique culturelle de la MRC de L'Islet, nous pouvons avoir une idée assez précise du nombre d'établissements culturels présents sur le territoire de la MRC et permet de mesurer l'accès à la culture (tableau 8).

Tableau 8 : Nombre d'établissements pour certains groupes et sous-groupes de la culture et des communications, MRC de L'Islet, Chaudière-Appalaches et ensemble du Québec (2015)

Groupes et sous-groupes	MRC de L'Islet		Chaudière-Appalaches		Québec	
	Nombre	Ratio/1000 personnes	Nombre	Ratio/1000 personnes	Nombre	Ratio/1000 personnes
Centres d'artistes	1	0,056	n.d.	n.d.	67	0,008
Salles de spectacles	3	0,167	29	0,069	617	0,076
Institutions muséales	2	0,112	23	0,055	422	0,052
Bibliothèques publiques	16	0,893	89	0,212	828	0,101
Librairies	1	0,056	13	0,031	337	0,041
Cinémas / Cinéparcs	1	0,056	5	0,012	101	0,012
Stations de radios	0	0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Station de télévision	0	0	n.d.	n.d.	25	0,003

Sources : Institut de la statistique du Québec (2020b). *Nombre d'établissements culturels de certains types, Québec* (<https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/nombre-etab-culturel.htm>).

MRC de L'Islet, (2020). *Politique culturelle*.

https://mrelislet.com/wp-content/uploads/2021/03/POLITIQUE-CULTURELLE_WEB_2021_MR.pdf

Le portrait du territoire est, sur cet élément, assurément favorable si on compare le ratio observé à l'échelle régionale et provinciale. D'une part, le nombre d'établissements est élevé au regard de la population globale de la MRC. D'autre part, un bémol pourrait être apporté si l'on tient compte de l'étendue du territoire et de la répartition territoriale de ces ressources. Une telle nuance n'empêche pas de constater que la dimension culturelle est certainement la plus porteuse de la MRC de L'Islet. Cette mesure nous permet également de constater que le nombre d'infrastructures a une incidence sur la variété des manifestations culturelles (Saire, 2016). En ce sens, plusieurs études démontrent que la culture est clairement associée au développement local (Dick, Jeanotte & Hill, 2019; (Duxbury & Campbell, 2011).

4.3. Les participants aux entretiens

Comme prévu, nous avons pu rencontrer 22 participants répartis selon le plan d'échantillonnage suivant :

Tableau 9 : Participants aux entretiens (n= 22)

Institutions publiques	Écoles	Parents	CPE/Organismes communautaires
Municipalité régionale de comté (MRC) : (1)	Direction (2)	Ayant des enfants au primaire (2)	Éducatrices (2)
Centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS) : (1)	Enseignants du primaire (2)	Ayant des enfants au secondaire (2)	Intervenantes communautaires (4)
Commission scolaire - Conseillers pédagogiques (2) - Spécialiste (1)	Enseignants du secondaire (1) Spécialiste (1)		Animateur culturel (1)

Le nombre de participants visé a été atteint, soit un total de 22 participants. Précisons que la provenance des participants est apparue comme un aspect déterminant dans la problématique soulevée. C'est pourquoi nous avons favorisé un échantillon représentatif de la répartition géographique afin que les participants proviennent de façon quasi équivalente du secteur de L'Islet-Nord (n=9) et du secteur de L'Islet-Sud (n=8), en plus des participants responsables de l'ensemble du territoire de la MRC de L'Islet (n=5).

Tableau 10 : Provenance des participants

Nord de la MRC : 9 participants
Sud de la MRC : 8 participants
MRC complète : 5 participants
- L'Islet-Nord : L'Islet, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Roch-des-Aulnaies, Sainte-Louise, Saint-Damase, Saint-Aubert, Saint-Cyrille
- L'Islet-Sud : Tourville, Sainte-Perpétue, Saint-Pamphile, Saint-Adalbert, Saint-Marcel, Sainte-Félicité, Saint-Omer.

4.4. Les réponses aux entretiens

Comme anticipé, les entretiens semi-dirigés nous ont permis de préciser les éléments essentiels des enjeux que nous avons ciblés. Ces thèmes font partie du guide d'entretien (annexe I). Les rencontres se sont déroulées individuellement et ont duré de 45 minutes à 1 heure.

- A. Des questions portent sur des indicateurs ciblés dans cette démarche : le niveau de scolarité de la population, le niveau de littératie des adultes, la défavorisation matérielle et sociale ainsi que la vitalité socioéconomique des collectivités.
- B. Des questions portent sur des thèmes précis associés à la littératie, la santé et le développement socioéconomique : la compréhension de lecture, l'apprentissage de l'écriture, les pratiques culturelles, l'utilisation des outils numériques, l'accès aux infrastructures, le niveau de pauvreté, le niveau de scolarité, les enjeux de santé présents sur le territoire, etc.
- C. Le matériel utilisé est composé de l'équipement pour enregistrer la conversation via un ordinateur.

Les éléments abordés lors des rencontres couvrent un large spectre qui va des préoccupations parentales jusqu'aux propositions de développement collectif tant sur le plan sociocommunautaire que sur le plan économique. Nous avons cru nécessaire de recentrer les éléments abordés autour des thèmes porteurs de notre démarche. Nous reproduisons ces thèmes abordés lors des rencontres et nous présentons un condensé des réponses obtenues les plus fréquentes que nous avons reformulées (tableau 11).

Tableau 11 : Réponses obtenues lors des entretiens (N=22) et occurrences des réponses.

Questions	Réponses / L'Islet-Nord / L'Islet-Sud (occurrences)
1. Dans la MRC, quelles sont les expériences et les connaissances que vous avez concernant le niveau de scolarité moyen de la population ?	<ul style="list-style-type: none"> Il y a un a faible niveau de scolarité ou sans diplômes dans plusieurs familles. Nord (3) / Sud (8)
2. Quelles sont les réalités liées aux pratiques de lecture et d'écriture (littératie) auxquelles vous assistez? À l'école et en dehors de l'école ? Expliquez.	<ul style="list-style-type: none"> Il y a des problèmes liés aux troubles de langage, au développement du langage et aux pratiques familiales. Nord (4) / Sud (7) L'absence d'institution postsecondaire ou de formation professionnelle. Nord (4) / Sud (3)
3. Quelles sont les réalités liées aux technologies et au numérique auxquelles vous assistez ? Expliquez.	<ul style="list-style-type: none"> Les technologies sont présentes dans les familles, mais peu ou mal utilisées pour l'apprentissage. Nord (7) / Sud (4)
4. Est-ce qu'il y a des différences entre certains villages ou secteurs de la MRC ? Pourquoi ? Ex. : sur le plan de la santé et du développement socioéconomique ?	<ul style="list-style-type: none"> Il y a une différence des mentalités selon les secteurs nord / sud de la MRC. Nord (6) / Sud (7) Il y a un fort pourcentage de prestataires d'aide sociale. Nord (3) / Sud (6) Il y a des problèmes de santé mentale dans certains secteurs (TDA, TPL, anxiété). Nord (3) / Sud (5)
5. Est-ce qu'il y a des distinctions ou des explications concernant l'accès à la culture selon vous ?	<ul style="list-style-type: none"> Il y a peu d'accès à la culture, c'est trop loin ou trop compliqué. Nord (3) / Sud (7)
6. À votre connaissance, est-ce que les infrastructures dédiées à l'éducation et à la culture sont adéquates et suffisantes ? Expliquez.	<ul style="list-style-type: none"> Oui, les institutions sont relativement près (Nord) Il y a un problème de mobilité, il manque de transport donnant accès à de la formation. Nord (4) / Sud (8) L'accessibilité de la formation à distance est un problème; les horaires des cours ne permettent pas de suivre des cours éloignés. Nord (2) / Sud (4) Non, l'absence d'institution postsecondaire est la cause de l'exode des jeunes. Nord (2) / Sud (6)

5. Discussion et pistes d'action

Une analyse de ces résultats nous indique quelques constantes. D'abord, le fossé séparant les secteurs de L'Islet-Nord et de L'Islet-Sud fait presque l'unanimité chez les personnes interrogées. Cette caractéristique teinte la plupart des réponses obtenues : les problèmes mentionnés sont apparus plus fréquemment dans les réponses. D'autres éléments ont été complètement ignorés selon la provenance des participants. C'est pourquoi nous indiquons la provenance des réponses obtenues entre parenthèses.

Nous voyons dans le défi de la mobilité un élément que l'on ne peut ignorer dans la recherche de solutions au regard de la problématique : la littératie en milieu rural dévitalisé comporte une dimension géographique dans beaucoup de réponses, même de la part des participants du secteur nord. C'est le cas notamment des problèmes liés à l'exode rural, l'accessibilité de la formation et de différents types d'activité, notamment lorsqu'il est question d'en organiser ou de participer à des événements culturels. Des exemples ont souvent été mentionnés : l'absence d'une institution d'enseignement postsecondaire sur le territoire de la MRC de L'Islet et l'éloignement du secteur de L'Islet-Sud par rapport aux manifestations culturelles d'envergure. Les personnes interrogées dans L'Islet-Nord sont à proximité des installations des MRC voisines.

Puis, on retrouve une autre constante : les problèmes liés à la communication du point de vue individuel, problèmes qui regroupent les difficultés de langage éprouvées par plusieurs élèves et l'utilisation des technologies par les enfants, soulignée par les parents notamment. Sous cet aspect, la littératie se révèle davantage comme le défi sous-jacent à la plupart des réponses. En effet, les difficultés langagières ont été mentionnées à plusieurs reprises comme étant omniprésentes. L'un des problèmes mentionnés fréquemment est celui du faible vocabulaire qu'ont certains enfants ainsi que la prédominance des troubles de la parole, troubles qui jouent un rôle déterminant dans le développement de la littératie : « La réussite dans les apprentissages serait déterminée très fortement par la capacité à « parler » plus ou moins bien le français (Bentolila 2008, dans Laparra & Margolinas, 2012, p. 55).

Notre démarche a permis d'engager une exploration afin de mieux caractériser le problème en jeu et d'identifier de pistes de réflexion (Aggeri, 2016, p. 83). À partir des réponses aux entretiens et des autres données disponibles, il est possible de formuler des recommandations qui se veulent davantage des pistes d'action :

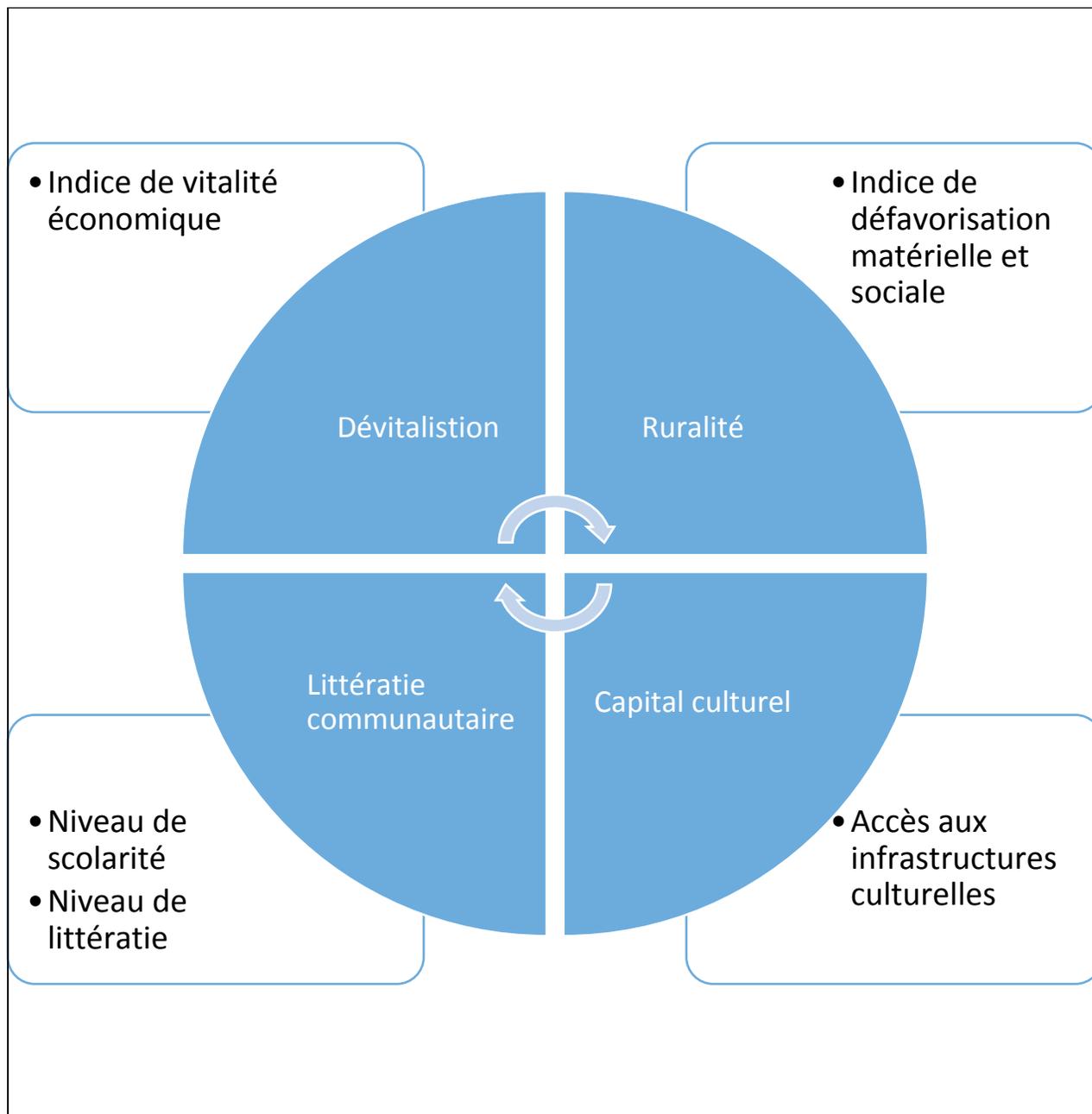
A. Modéliser le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé.

Le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé est mieux compris et son analyse est favorisée par l'utilisation des indicateurs multisectoriels.

À partir de sources d'information variées, essentiellement de nature quantitative, nous avons pu enrichir la connaissance que nous avons de cette réalité au moyen de nouvelles données qualitatives. En réponse à l'une des questions à l'origine du processus, « Quelles sont les caractéristiques d'un milieu rural dévitalisé en matière de littératie et d'accès à la culture? », nous proposons une méthode d'analyse novatrice et mixte au regard des données qualitatives et quantitatives utilisées : les indicateurs multisectoriels, les rapports de différentes institutions et des entretiens que nous avons analysés. Nous avons été en mesure d'approfondir la connaissance que nous avons des enjeux définissant la littératie en milieu rural dévitalisé, une notion peu investiguée dans la recherche en éducation.

La mise en relation et de différents rapports en éducation, en culture et en économie constitue une avancée certaine au regard de la documentation et de la compréhension que nous avons de ce phénomène d'une grande complexité. De plus, la recherche nous a permis de combiner des données quantitatives et qualitatives de façon satisfaisante, les statistiques, rapports et autres documents ne nous avaient pas permis de saisir complètement la complexité du phénomène, en partant de la documentation de la problématique. Finalement, à partir de la problématique, du cadre de référence et des indicateurs multisectoriels, des déterminants de la littératie en milieu rural ont été mieux cernés : la dévitalisation, la ruralité, la littératie communautaire et le capital culturel. De plus, cette méthode pourrait être transposée dans d'autres contextes, par exemple lors d'une analyse similaire dans une autre région ou une autre MRC.

Figure 3 : Modèle d'analyse de la littératie en milieu rural dévitalisé



Sébastien Ouellet, 2021

B. Stimuler l'offre éducative et culturelle en milieu rural au moyen de nouvelles ressources adaptées aux besoins.

L'offre éducative et culturelle est présente, mais les besoins locaux sont très variables d'une localité à l'autre, et l'uniformité territoriale n'existe pas.

Les apprentissages en littératie se font autant sur le plan niveau scolaire que sur le plan communautaire, soit en dehors de l'école comme le font remarquer Lafontaine, Morissette & Villeneuve-Lapointe (2015). Développer les compétences en littératie peut se faire de différentes façons, notamment par le biais de la formation à distance, mais ne se vit pleinement que lorsque se produit une rencontre ou une expérience. C'est pourquoi des formations académiques uniformisées semblent peu adaptées à certaines réalités rurales. Développer la littératie, ce n'est pas développer la scolarité : de nouvelles écoles n'ouvriront pas. Toutefois, on peut penser que la transformation de bâtiments déjà existants est un objectif réaliste pour les communautés rurales, car la présence de lieux vides ou non exploités est une ressource bien réelle. Un commerce qui ferme sera peut-être appelé à devenir un lieu incontournable d'ateliers et de formations diverses une fois qu'il aura été transformé.

C. Stimuler et organiser la demande du grand public

Le public a besoin et envie de vivre des expériences culturelles organisées et structurées.

Selon les enquêtes analysées et bien des participants rencontrés, des ressources supplémentaires sont nécessaires et seraient appréciées. Or, si la demande est bel et bien présente, l'offre ne serait pas diversifiée ni accessible. À ce sujet, le rapport *Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022 – Les régions aux commandes*¹ mentionne : « Au cours des prochaines années, la région [Chaudière-Appalaches] œuvrera pour accroître l'accès à la culture autant pour la population que pour les touristes. On veut aussi favoriser les pratiques innovantes en art et en culture » (p. 42). D'une part, on peut se demander si les standards nationaux pour quantifier la popularité d'un événement sont appropriés en contexte de ruralité. D'autre part, le financement de

¹ https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/occupation_territoire/strategie_ovt_2018-2022.pdf

bon nombre d'activités culturelles est tributaire de cette forme de rentabilité. À cet égard, le secteur culturel est souvent en développement de marché : le public des villages éloignés n'est pas confronté quotidiennement à la culture et ne lui prête peut-être pas la même valeur.

D. Proposer des ressources structurantes en partenariat avec des organisations déjà présentes.

Il semble prioritaire de faire reconnaître la valeur d'une infrastructure à vocation culturelle au niveau social et économique.

Une mesure prise par une communauté rurale pour pallier le manque de ressources éducatives est la réalisation d'un espace d'apprentissage et de collaboration qui favorise l'augmentation du niveau de littératie. Selon Trenholme Counsell & Roy (2016), une telle ressource éducative contribuerait également à agir concrètement sur la persévérance scolaire des élèves et aurait une influence positive sur le niveau de scolarité à long terme. L'ajout d'un espace éducatif supplémentaire permettra d'y tenir des activités d'animation et de collaboration qui s'avèrent efficaces dans le développement de la littératie en milieu défavorisé. Par exemple, une bibliothèque publique constitue une installation structurante, car elle permet un « accès libre et illimité à la connaissance, la pensée, la culture et l'information », notamment grâce à la gratuité. » (TPCBQ, 2016). Plusieurs études de cas exposés par Duxbury & Campbell (2011) et Duxbury & Jeannotte (2011) montrent la pertinence de cette démarche : la collecte des données permet essentiellement de procéder à l'analyse qualitative des besoins et d'évaluer les impacts qu'un projet pourrait avoir sur la base d'autres initiatives semblables : implantation et effets d'une nouvelle bibliothèque dans une autre communauté, réalisation d'un centre culturel dans un quartier défavorisé, etc. Aussi, on peut penser que des partenariats faciliteraient la réalisation et la mise en place de nouvelles ressources.

E. Développer des projets dédiés exclusivement au développement de la littératie et de la culture

La priorité doit être accordée à la littératie communautaire plutôt que strictement aux compétences individuelles associées à la scolarité.

L'école du village n'est pas le seul lieu d'enseignement. Dans le prolongement d'une approche de type écosystémique (Larose, 2004; Pithon & al., 2008) associée à l'éducation pour tous. (UNESCO, 1990) et à la Cité de l'éducation (Pourtois & al., 2013), des projets misent essentiellement sur un type de « formation non formelle » qui consolide le développement de la littératie (Desrosiers et al., 2015). Toutefois, une intervention éducative plus collective que scolaire implique de tenir compte des besoins de la communauté et des ressources du milieu pour mobiliser et amorcer un changement significatif en collaboration avec tous les acteurs liés au développement humain (Bronfenbrenner, 1979; Larose, Terrisse, Lenoir & Bédard, 2004). Une orientation collective s'appuie notamment sur la participation de tous les acteurs d'une communauté, parents, éducateurs, leaders et décideurs politiques, pour mettre en œuvre des moyens concrets de faire face à des défis éducatifs (Slee, 2010).

F. Formaliser la mise en réseau des organismes culturels dans l'axe nord-sud afin de coordonner la demande éducative / culturelle du public

Dans la MRC de L'Islet, des organismes déjà établis dans le secteur nord pourraient mettre en place des points de services dans différentes localités de L'Islet-Sud et favoriser une meilleure répartition géographique des ressources.

Le secteur L'Islet-Nord est davantage développé, notamment grâce au rayonnement de la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, et une forme d'accompagnement pourrait servir d'outil pour les initiatives locales et sous-territoriales dans L'Islet-Sud. Toutefois, des initiatives déjà présentes pourraient avoir besoin de flexibilité afin d'adapter leurs actions avec les réalités de chaque milieu. Sur ce point, l'uniformisation du territoire n'est pas souhaitable et le respect des sensibilités locales est primordial. Il faut également que les institutions et les organismes soient en mesure de travailler de pair avec des comités indépendants, *ad hoc* ou même des individus qui ne sont pas nécessairement structurés par un organisme en bonne et due forme.

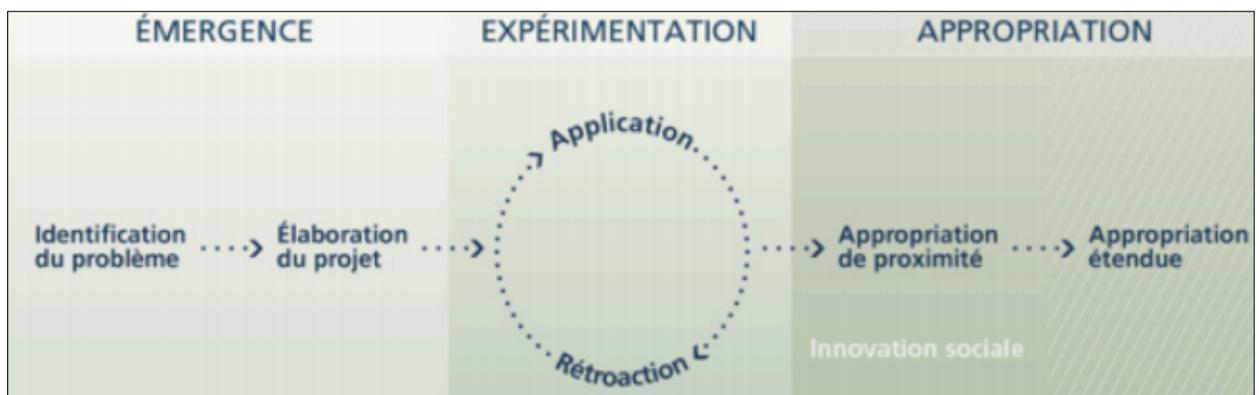
G. Accélérer le développement des infrastructures culturelles et éducatives dans les secteurs dévitalisés.

La mise sur pied d'infrastructures permanentes est porteuse d'activités culturelles organisées et de pratiques régulières en lecture, en écriture et en communication orale.

Selon Trenholme Counsell & Roy (2016), l'ajout d'une ressource éducative structurante contribue à agir concrètement sur la persévérance scolaire des élèves et aurait une influence positive sur le niveau de scolarité de la population à long terme. Pour ce faire, la mise en œuvre de ressources innovantes semble nécessaire pour briser le cercle qui maintient des collectivités rurales en constante dévitalisation, notamment pour favoriser l'accès à la culture et le développement de compétences en littératie. C'est pourquoi nous pensons que des interventions sont incontournables au regard du « changement des attitudes et des comportements individuels » (Dolbec & Prud'homme, 2009, dans Duchesne & Leurebourg, 2012, p. 3) afin d'instaurer un changement significatif dans les collectivités.

Une démarche d'innovation sociale (Dancause, 2014) est ce qui caractérise de plus en plus les communautés qui réussissent à s'en sortir (figure 4). En ce sens, cet enjeu montre également l'importance d'apporter un « soutien significatif à l'accès culturel par des aides financières [...] pour l'implantation d'espaces de diffusion culturelle de proximité » (Saire, 2016, p. 73).

Figure 4 : Le processus de l'innovation sociale



Conclusion

La démarche de recherche que nous avons menée nous permet de répondre de façon satisfaisante aux questions que nous avons formulées : 1- Quelles sont les caractéristiques d'un milieu rural dévitalisé en matière de littératie et d'accès à la culture? 2- Comment peut-on modéliser ce phénomène afin de mieux le comprendre? 3- Quelles interventions sont pertinentes dans un tel contexte?

De ce fait, pendant notre démarche, un enjeu s'est imposé : les enfants appelés à devenir les adultes de demain ont-ils les mêmes ressources, peu importe leur provenance, pour développer leurs compétences en littératie et le même accès à la culture ? Pour les élèves issus des milieux ruraux dévitalisés, la réponse est non, puisque leur réussite en littératie ne dépend pas exclusivement des apprentissages scolaires (Lafontaine & al., 2015). Comme le souligne Levesque (2016), « Dissocier réussite scolaire et réussite éducative, comme on le fait encore aujourd'hui, est discutable. [...] réussir à l'école devrait coïncider avec l'ensemble des missions qu'on lui confie, à savoir instruire, socialiser et qualifier, au lieu de se réduire à la seule maîtrise des savoirs scolaires » (p. 4).

Une ressource éducative supplémentaire a une influence positive sur le niveau de scolarité de la population à long terme, que ce soit par une approche écosystémique (Bronfenbrenner, 1979; Larose & al., 2004) ou par la réalisation d'une véritable communauté éducative (Pithon & al., 2008; Pourtois & al., 2013). Une intervention socioéducative culturelle structurante en milieu rural dévitalisé serait axée sur : des activités d'éveil (à la lecture, à l'écriture) et l'aide à l'apprentissage aux élèves en difficulté ; un renforcement des compétences des adultes par le biais de l'éducation populaire et d'activités non formelles ; des formations pour les aînés. Il apparaît que la littératie « [...] agit comme force motrice de développement social, économique et culturel [...] et permet d'assurer un « accès libre et illimité à la connaissance, la pensée, la culture et l'information. » (Table permanente de concertation des bibliothèques québécoises (2016).

Finalement, un pôle de recherche pourrait émerger de notre étude : une étude longitudinale permettrait de mesurer l'impact d'initiatives en littératie chez des communautés rurales similaires

Annexe I

Guide d'entretien - Participant : (anonymat = encercler)

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V

1. Pouvez-vous présenter votre organisme et votre rôle dans cet organisme.

2. Dans la MRC de L'Islet,

a. quelles sont les expériences et les connaissances que vous avez concernant le niveau de scolarité moyen de la population ?

b. Quelles sont les expériences et les connaissances que vous avez concernant le nombre de personnes avec ou sans diplôme ?

c. Quelles sont les réalités liées aux pratiques de lecture et d'écriture (littératie) auxquelles vous assistez? À l'école et en dehors de l'école ? Expliquez.

d. Sur ces thèmes, quels sont les enjeux prioritaires pour votre localité/territoire ?

e. Quelles sont les réalités liées **aux technologies et au numérique** auxquelles vous assistez? Expliquez.

3. Est-ce qu'il y a des différences entre certains villages ou secteurs de la MRC ? Pourquoi ?

a. Est-ce qu'il y a des distinctions sur les plans **socioéconomiques** (ex. : revenu des familles) ?

b. Est-ce qu'il y a des distinctions ou des explications concernant **l'accès à la culture** selon vous ?

4. À votre connaissance, est-ce que les **infrastructures** dédiées à l'éducation sont adéquates et suffisantes ? Expliquez.

5. À votre connaissance, est-ce que les **ressources financières** dédiées à l'éducation sont adéquates, suffisantes et suffisamment organisées dans la MRC ? Expliquez.

6. Selon vous, sur le territoire de la MRC, est-ce qu'il existe une forme de **concertation** entre les acteurs de l'éducation ? Expliquez.

7. Selon vous, est-ce qu'il existe une forme de **collaboration** entre les écoles et leur milieu (village, organismes communautaires) ? Expliquez.

8. Concernant **la santé et le développement socioéconomique**, quels seraient les éléments les plus importants à souligner de votre point de vue ?

a. Sur ces thèmes, quels sont les enjeux prioritaires pour votre localité/territoire ?

9. Concernant **l'étendue du territoire et la mobilité** (distances), quels seraient les éléments les plus importants à souligner de votre point de vue ?

a. Sur ces thèmes, quels sont les enjeux prioritaires pour votre localité/territoire ?

10. À propos de la situation éducative de la MRC _____, est-ce qu'il y a un autre élément dont vous désirez faire part ?

Annexe II

« Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, ou PEICA, est une vaste enquête à laquelle 39 pays, dont le Canada, ont participé à partir de 2011. Le PEICA mesure les habiletés et les compétences de base des adultes âgés de 16 à 65 ans en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans un environnement à forte composante technologique (RP-ET). Il collecte également des données sur l'utilisation que les individus font de ces compétences dans leur vie, aussi bien personnelle que professionnelle » (OCDE, 2012). L'enquête du PEICA sur la littératie était menée en trois étapes auprès des participants. D'abord le questionnaire contextuel (QC), comportent des informations « qui facilitent l'analyse de la répartition des compétences selon des variables sociodémographiques, la participation à des activités de formation, la santé ainsi que l'engagement politique et social. Ensuite, l'évaluation directe des compétences en littératie, « a été faite à partir de textes imprimés et numériques (contenant des menus, des barres de défilement et des liens hypertextes). Les formats de texte pouvaient être les suivants : • textes continus ou en prose (aussi appelés «textes suivis») - avec des phrases énonçant des descriptions ou des instructions, une argumentation, une narration; • texte non continus - par exemple, des graphiques, des cartes, des documents à entrées tels que des formulaires; • textes mixtes - comme un article de journal ou page web incluant des graphiques ; • textes multiples comme un billet de blogue suivi d'une chaîne de commentaires. Finalement, le module sur l'utilisation des compétences recueille des renseignements autodéclarés sur la manière dont diverses compétences sont utilisées au travail et dans la vie quotidienne, y compris l'intensité et la fréquence de leur utilisation (OCDE, 2012; Desrosiers & al., 2015).

Bibliographie

- Albright, J. & Luke, A. (dir.). (2008). *Pierre Bourdieu and literacy education*. New York, NY: Routledge.
- Anadón, M. (2006). La recherche « qualitative ». De la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, 26(1), 5-31.
- Bentolila, A. (2008). *Le Verbe contre la barbarie : Apprendre à nos enfants à vivre ensemble*. Paris : Odile Jacob.
- Bernier, S. & Marcotte, P. (2010). *Les infrastructures culturelles dans la municipalité Nomenclature, recensement et état des lieux*. Rapport présenté au Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Observatoire de la culture et des communications, Québec : Institut de la statistique du Québec.
- Berger, M.-J. & Desrochers, A. (dir.) (2011). *L'évaluation de la littératie*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Bourdieu P. (1979). *Les trois états du capital culturel*. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 30. L'institution scolaire. pp. 3-6; doi : 10.3406/arss.1979.2654
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1964). *Les Héritiers*. Les étudiants et la culture, Paris, Minuit, [6]
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1970), *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, [7]
- Bourdieu, P., (1996). « La transmission de l'héritage culturel », in Darras, *Le Partage des bénéfices. Expansion et inégalités en France*, Paris, Minuit.
- Bronfenbrenner, U. (1979). *The Ecology of Human Development. Experiments by Nature and Design*. Cambridge : Harvard University Press.
- Bruneau, I. & Renahy, N. (2012). Une petite bourgeoisie au pouvoir: Sur le renouvellement des élus en milieu rural. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1(1-2), 48-67. <https://doi.org/10.3917/arss.191.0048>
- Carrier, S., & Fortin, D. (2003). La recherche-intervention pour reconnaître et stimuler une pratique sociale innovante en déficience intellectuelle. *Revue francophone de la déficience intellectuelle*, 14(2), 175-181.
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (2017). *Caractérisation des communautés locales de Chaudière-Appalaches, 2016-2017 : « Connaître et mobiliser pour mieux intervenir »*. Québec : Gouvernement du Québec, Direction de santé publique. Récupéré du site https://www.ciassca.com/clients/CISSSCA/Professionnels_Médecins_et_partenaires/Prévention_promotion/Caractérisation_des_communautés/Documents/L_Islet/4_REC_Caracterisation_MRC_de_L_Islet_nov2017.pdf

Conseil canadien sur l'apprentissage (2007). *État de l'apprentissage au Canada : pas le temps de s'illusionner*. Ottawa : CCA. Récupéré du site :

<http://www.bdaa.ca/biblio/recherche/cca/pastemps/pastemps.pdf>

Conseil supérieur de l'éducation (2013). *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*. Avis à la ministre de l'éducation, du loisir et du sport et au ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie. Québec :

Gouvernement du Québec. Récupéré à <https://www.cse.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2019/11/2013-09-un-engagement-collectif-pour-maintenir-et-rehausser-les-competences-en-litteratie-des-adultes.pdf>

Dancause, L. (2014). Guide pour développer vos indicateurs d'innovation sociale, Réseau québécois d'innovation sociale. Récupéré du site :

http://www.rqis.org/wp-content/uploads/2014/07/Guide_dev_vos_indicateurs_IS_v1-2-2.pdf

Desrosiers, H., Nanhou, V., Ducharme, A., Cloutier-Villeneuve, L., Gauthier, M.-A. & Labrie, M.-P. (2015). *Les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques : des clefs pour relever les défis du XXI^e siècle. Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*. Québec : Institut de la statistique du Québec.

Christine, Détrez. (2005). Le capital culturel en questions, *Idées*. 142.

Dick, B, Jeanotte, S. & Hill, K. (2019). Positioning Culture within Canadian Municipalities. *Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale*, 6(1), 2019. Ottawa : University of Ottawa,

Dolbec, A., & Prud'Homme, L. (2009). *La recherche-action*, dans B. Gauthier (dir.). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* [5^e éd.] (p. 553-592). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Domon, G. (2017). *La prise en compte du paysage dans l'aménagement des milieux ruraux québécois: un regard sur les 35 premières années*, dans *La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives*. Rouyn-Noranda : Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Duchesne, C. & Leurebourg, R. (2012). La recherche-intervention en formation des adultes : une démarche favorisant l'apprentissage transformateur. *Recherches Qualitatives – Vol. 31(2)*, pp. 3-24.

Dugas, C. (2017). Population et structure du peuplement, dans Leblanc, A. et Ependa, A. *La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives*. Rouyn-Noranda : Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Dumais, C. (2011). *La littératie au Québec : pistes de solution à l'école préscolaire et primaire*. Plate-forme en ligne pour la littératie. Récupéré du site : https://www.leseforum.ch/myuploaddata/files/2011_2_dumais.pdf

Dumont, F. (1968). *Le Lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*. Montréal : Bibliothèque québécoise.

Duxbury, N. & Campbell, H. (2011). Developing and Revitalizing Rural Communities through Arts and Culture, *Small Cities Imprint*, 3(1), 111 - 122.

Duxbury, N. (dir.) (2008). *Under construction: The state of cultural infrastructure in Canada*, Vancouver : Centre of Expertise on Culture and Communities, Simon Fraser University.

Duxbury, N. & Jeanotte, S (2011). Introduction : Culture and Sustainable Communities. *Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale*, 3(1-2). 1-10

Gélineau, L., Pagès, A., Desgagnés, J.-Y., Gaudreau, L., Fréchette, A. & Morency-Carrier, M.-C. (2018). Pauvreté et intervention sociale en milieu rural : présentation du dossier. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). Récupéré du site : <https://doi.org/10.7202/1054258ar>

Guimond, L., Simard, M., & Gilbert, A. (2020). Cohabitation et espace de rencontre comme moteurs de la nouvelle ruralité au Québec. *Revue Organisations & Territoires*, 29(2), 41-53. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1149>

Grenfell, M. (2009). Bourdieu, language and literacy. *Reading Research Quarterly*, 44(4), 438-448. Récupéré du site : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1598/RRQ.44.4.8/epdf>

Hébert, M. & Lafontaine, L. (2010). *Littératie et inclusion, outils et pratiques pédagogiques*. Québec : PUQ.

Hébert, M. & Lépine, M. (2012). Analyse et synthèse des principales définitions de la notion de littératie en francophonie, *Lettrure*, 2, 90-98. Récupéré du site http://www.ablf.be/images/stories/ablfdocs/_Lettrure2_88.pdf.

Institut de la statistique du Québec (2021a). *Indice de vitalité économique des territoires*. Récupéré du site : <https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-de-vitalite-economique-des-territoires>

Institut de la statistique du Québec (2021b). *La Chaudière-Appalaches ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC)*. Récupéré du site http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_12/region_12_00.htm

Institut de la statistique du Québec (2020a). *Nombre d'établissements culturels de certains types, Québec* Récupéré du site : <https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/nombre-etab-culturel.htm>

Institut de la statistique du Québec (2020b), *Estimations de la population et Statistique Canada*, Estimations de la population. Récupéré du site https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil12/societe/demographie/demo_gen/age_moyen12.htm

Institut de la statistique du Québec (2019a). *Coup d'œil sur les régions et les MRC, 12- Chaudière-Appalaches*. Récupéré du site : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil12/societe/education/niveau_scolarite12.htm

Institut de la statistique du Québec (2019b). , *Enquête sur les dépenses des ménages*. Direction des statistiques sociodémographiques (DSSD), Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ).

Données compilées à partir de Statistique Canada, fichiers maîtres, 2010-2016. Récupéré du site : [https://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213_afich_tabl.page_tabl?p_iden_tran=REPERA8K3IY20-505420702437AqBO&p_lang=1&p_m_o=ISQ&p_id_sectr=414&p_id_raprt=3619#annee=2016&choix=D%C3%A9penses%20pour%20la%20culture%20et%20les%20m%C3%A9dias%20\(%24\)&tri_choix=1](https://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213_afich_tabl.page_tabl?p_iden_tran=REPERA8K3IY20-505420702437AqBO&p_lang=1&p_m_o=ISQ&p_id_sectr=414&p_id_raprt=3619#annee=2016&choix=D%C3%A9penses%20pour%20la%20culture%20et%20les%20m%C3%A9dias%20(%24)&tri_choix=1)

Jaffré, J.-P. (2004). La littéracie : histoire d'un mot, effets d'un concept, dans Barré-de-Miniac, C. Brisseaud, C. et Rispaïl, M. (dir.), *La littéracie. Conceptions théoriques et pratiques d'enseignement de la lecture-écriture* (p. 21-41). Paris : L'Harmattan.

Jean, B. (1997). *Territoires d'avenir: comprendre la ruralité dans la modernité avancée, Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités*, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997. Rouyn : l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Jean, B., Dionne, S. & Desrosiers, L. (2009), *Comprendre le Québec rural*. Chaire de recherche du Canada en développement rural, avec la collaboration du GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec) et du CRDT (Centre de recherche sur le développement territorial).

Jean, S. (2012). Les représentations sociales de la ruralité et l'urbanité québécoise contemporaine. Une approche par la cartographie conceptuelle. *Recherches sociographiques*, 53(1), 103–131. <https://doi.org/10.7202/1008921ar>

Jones, N. (2004). *Cream of the crop : Case studies of good practice in arts development in rural areas of the North West of England*. London : Arts Council England.

Kangas, A., N. Duxbury, & C. De Beukelaer (dir.). (2018). *Cultural policies for sustainable development*. London : Routledge.

Karsenti, T. & Demers, S. (2011). *L'étude de cas*, dans Gauthier, B. (dir.). *La recherche en éducation*. St-Laurent : ERPI.

Lacelle, N., Lafontaine, L., Moreau, A.C. & Laroui, R. (2016). *Définition de la littératie*. Réseau québécois de recherche et de transfert en littératie.

Lahaye, w., Pourtois, j.-p. & Desmet, H. (2007). *Transmettre. D'une génération à l'autre*, Paris, PUF.
Organisation De Coopération Et De Développement Économiques (OCDE) (2014). *Regards sur l'éducation 2014, Les indicateurs de l'OCDE*, Paris : Éditions OCDE.

Langlois, M.-C. (2012). *Analphabétisme et littératie au Canada*, Ottawa, Bibliothèque du Parlement du Canada, Note de la Colline no 2012-46-F. Récupéré du site : <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2012-46-f.htm>

Laparra M. & Margolinas C. (2012). Oralité, littératie et production des inégalités scolaires. *Le français aujourd'hui*, n° 177, 55-64.

Larose, F., B. Terrisse, Y. Lenoir, & Bédard, J. (2004). Approche écosystémique et fondements de l'intervention éducative précoce en milieux socioéconomiques faibles. Les conditions de la résilience scolaire. *Brock Education*, 13(2), 56-80.

Leblanc, A. & Ependa, A. (2017). Introduction, dans *La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives*. Actes du colloque « La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives » (82e congrès de l'ACFAS, montréal, mai 2014). Rouyn-Noranda : Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Lebrun, M., Lacelle, N. & Boutin, J.-F. (2012). *La littératie médiatique multimodale. De nouvelles approches en lecture-écriture à l'école et hors de l'école*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Levesque, R. (2016). *Une école et sa communauté au service de la réussite éducative*. Montréal : Idée éducation entrepreneuriale.

Mayne, J. (2017). Théories du changement : comment élaborer des modèles utiles. *Canadian Journal of Program Evaluation / La Revue canadienne d'évaluation de programme*, 32(2), 174–201.

Mérini, C. (1999). *Le partenariat en formation : de la modélisation à une application*. Paris : L'Harmattan.

Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation (2017). *Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022 – Les régions aux commandes*. Québec : Gouvernement du Québec, ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire.

Montour, C. (2017). *Outil-diagnostic portant sur les actions structurantes en lecture / MRC Lislet et Montmagny*. Lévis : Partenaires pour la réussite éducative en Chaudière-Appalaches.

Moreau, C., Hébert, M., Lépine, M. & Ruel, J. (2013). Le concept de littératie en francophonie : que disent les définitions ? *Revue Consortium national de recherche sur l'intégration sociale (CNRIS)*, 4(2), 14-18. Récupéré du site : <http://www.cnriss.org/revue>

Morin, E. (1995). Masse (sociologie de), dans *Encyclopaedia Universalis, corpus 14*. Paris : Éditions Universalis, 676-680.

MRC de L'Islet, (2020). *Politique culturelle*. Récupéré à : https://mrclislet.com/wp-content/uploads/2021/03/POLITIQUE-CULTURELLE_WEB_2021_MR.pdf

Nicholls, C. (2005). *Promising practices in community partnerships : Lessons learned from the Canadian rural partnership*. Ottawa : Research and Analysis Unit, Rural Secretariat Agriculture and Agri-Food Canada.

Observatoire de la Culture et des Communications du Québec (S. Bernier dir.) (2007). *Le système d'indicateurs de la culture et des communications au Québec, Première Partie : conceptualisation et élaboration concertée des indicateurs*. Institut de la Statistique du Québec. Récupéré du site : <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/45199>

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012) Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA). Toronto : Conseil des ministres de l'éducation du Canada. Récupéré du site : <http://www.peicacda.ca>

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013). *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, Paris : éditions ocde. Récupéré du site :

[https://www.oecd.org/fr/competences/piaac/Skills%20\(FR\)--eBook_Final_BàT_06%20dec%202013\).pdf](https://www.oecd.org/fr/competences/piaac/Skills%20(FR)--eBook_Final_BàT_06%20dec%202013).pdf)

Paillé, P. & Muchielli, A. (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, (2^e éd.). Paris : Armand Colin.

Partenaires pour la réussite éducative en Chaudière-Appalaches (2016), *Les conséquences économiques du décrochage scolaire*, Récupéré du site http://www.ctreq.qc.ca/wp-content/uploads/2016/05/Feuillet-de-sensibilisation_WEB.pdf

Philo, C. (1992). Neglected rural geographies: A review. *Journal of Rural Studies*, 8(2) 193-207. [https://doi.org/10.1016/0743-0167\(92\)90077-j](https://doi.org/10.1016/0743-0167(92)90077-j)

Pithon, G., Asdih, C. & Larivée, S. (2008). *Construire une communauté éducative*. Bruxelles : De Boeck Supérieur. Récupéré du site <http://www.cairn.info/construire-une-communaute-educative-un-partenariat--9782804156992.htm>

Pourtois, J.-P., Desmet, H., Della Piana, V., Houx, M. & Humbeeck, B. (2013). Vers l'émergence et le développement de Cités de l'Éducation, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 62, 99-108.

Rieutort, L (2012). Du rural aux nouvelles ruralités. *Revue Internationale d'Education de Sèvres*, Centre international d'études pédagogiques (CIEP), pp.43-52.

Ruel, J., Moreau, A.C. & Alarie, L. (2015). *Usages sociaux de la littératie et compétences à développer en vue d'environnements plus inclusifs*. In L. lafontaine et J. Pharand (dir.), *Littératie : vers une maîtrise des compétences dans divers environnements* (p. 227-245). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Saire, P.-O. (2016). *Recherche sur la participation du public aux programmes artistiques pour les enfants et les jeunes* (dir.). Conseil des arts du Canada, Récupéré du site : https://conseildesarts.ca/-/media/Files/CCA/Research/2016/07/CCA_Young_Audiences_FR.pdf

Serre, D. (2012). Le capital culturel dans tous ses états. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1(1-2), 4-13. <https://doi.org/10.3917/arss.191.0004>

Simard, P., Benazera, C., Boyer, G. & Charland, M. (2016). La caractérisation des communautés locales : Quand la santé publique se fait actrice du développement. *Nouvelles pratiques sociales*, 28(2), 264-279. <https://doi.org/10.7202/1041191ar>

Slee, R. (2010). A cheese-slicer by any other name. Shredding the sociology of inclusion, dans Apple, Michael, W, Stephen J Ball et Luis Armando Gandin (Eds). *The Routledge International Handbook of the Sociology of Education* (p. 99-108). Oxford and New York : Routledge.

Statistique Canada (2017a). *Perspective géographique - L'Islet, Municipalité régionale de comté (DR) - Québec, Recensement de 2016*. Récupéré du site <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-cd-fra.cfm?GC=2417&GK=CD&LANG=Fra>

Statistique Canada (2017b). *Québec et L'Islet, MRC [Division de recensement], Québec (tableau). Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Récupéré du site : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>

Statistique Canada (2016a). Plus haut niveau de scolarité atteint (général) selon certains groupes d'âge 25 à 64, les deux sexes, répartition en % (2016), Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016, Récupéré à : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hltfst/edu-sco/Tableau.cfm?Lang=F&T=11&Geo=00&SP=1&view=2&age=2&sex=1>

Statistique Canada (2016b). *Le lien entre les compétences et le faible revenu, dans Regards sur la société canadienne, dans l'Étude longitudinale et internationale des adultes (ELIA)*. Feuillet d'information no 75-006-X. Récupéré du site <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/160224/dq160224a-fra.pdf>

Statistique Canada (2012). *Le ralentissement économique et le niveau de scolarité, indicateurs de l'éducation au Canada*, Feuillet d'information no 81-599-X. Récupéré du site <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/81-599-x/81-599-x2012009-fra.pdf?st=0146LVF5>

Statistique Canada (2011a). *Cadre conceptuel pour les statistiques de la culture. 6- Définition du secteur de la culture*. Feuillet d'information 87-542-x, récupéré du site <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/87-542-x/2011001/section/s6-fra.htm>

Statistique Canada (2011b). *Cadre conceptuel pour les statistiques de la culture. 7- Mesure du secteur de la culture*. Feuillet d'information 87-542-x, récupéré du site <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/87-542-x/2011001/section/s6-fra.htm>

Table permanente de concertation des bibliothèques québécoises (TPCBQ) (2016). *La Déclaration des bibliothèques québécoises déposée à l'Assemblée nationale*. Communiqué de presse publié le 19 octobre 2016.

Trenholme Counsell, M. & Roy, L. (2016). *Le pouvoir de la littératie. Vers la Stratégie globale en matière d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick*. Fredericton : Province du Nouveau-Brunswick, Secrétariat à la littératie du Nouveau-Brunswick.

UNESCO, (2021). Diversité des expression culturelles. CDIS | Viet Nam's indicators <https://fr.unesco.org/creativity/cdis/profiles/viet-nam#dimension-878>

UNESCO (2008). *Statistiques internationales sur l'alphabétisme : examen des concepts, de la méthodologie et des données actuelles*. Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO

UNESCO (2005). La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Récupéré du site : <https://fr.unesco.org/creativity/convention>

UNESCO (1990). *Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous*. Paris : Commission inter-institutions.

Vézina, G., Blais, P. & Michaud, C. (2003). *Les collectivités viables en milieu rural : bref regard sur les enjeux et sur certaines pistes d'action*. Québec : Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

Vultur, M. (2005). Aux marges de l'insertion sociale et professionnelle : étude sur les jeunes « désengagés ». *Nouvelles pratiques sociales*, 17 (2), 95–108. <https://doi.org/10.7202/011228ar>

Worts, D. (2006). Measuring museum meanings. *Journal of Museum Education* 31 1, 41–49.

Yin, R. K. (2003). *Case Study Research : Design and Methods* (3e éd.). Thousand Oaks : Sage Publications.
